

Pour les études stratégiques



Les études stratégiques/sur la guerre ne sont pas un luxe d'intellectuels. La définition de méthodes, l'analyse de l'histoire, la rigueur dans une démonstration sont autant de qualités dont doivent faire preuve aussi bien le chercheur que le militaire travaillant, par exemple, en état-major... (© DoD)

Entretien avec **Jean-Vincent Holeindre**, professeur en science politique à l'université de Poitiers; **Jean-Baptiste Jeangène Vilmer**, chargé de mission «Affaires transversales et sécurité» au Centre d'Analyse, de Prévision et de Stratégie (CAPS) du ministère des Affaires étrangères; **Olivier Schmitt**, professeur associé en science politique à l'université du Danemark du Sud et membre du Center for War Studies; membres du conseil d'administration de l'Association pour les Études sur la Guerre et la Stratégie (AEGES)

Le champ des études stratégiques, en France, est traditionnellement fragmenté. En quoi l'AEGES peut-elle permettre de contrer ce phénomène? Au-delà, quel pourrait être son apport?

J.-B. J.V. : Le champ est fragmenté en France à cause de plusieurs facteurs: le cloisonnement disciplinaire (les historiens, les politistes, les juristes, les philosophes, les sociologues, les

économistes et autres travaillent parfois sur les mêmes sujets, mais chacun dans leur coin), les querelles de chapelles universitaires, les rivalités entre établissements et la fracture entre théoriciens et praticiens. L'AEGES entend remédier à cette situation en adoptant une approche interdisciplinaire, en n'étant rattachée à aucun établissement en particulier et en encourageant les liens entre universitaires et praticiens, militaires et industriels notamment. En outre, nous situons les études stratégiques dans le champ plus inclusif des études sur la guerre; et nous essayons enfin de faire émerger une nouvelle génération de chercheurs, plus internationalisée, souvent formée à l'étranger, dans des pays où les *war studies* existent.

O. S. : La France dispose de chercheurs de grande qualité, mais qui ne se parlent pas forcément, ce qui empêche un vrai progrès scientifique

et un dialogue civilo-militaire de qualité, à l'inverse de ce qui se passe en Allemagne ou au Royaume-Uni par exemple. Ce constat est largement partagé par tous les acteurs concernés, mais les structures de l'université française ainsi que notre tradition de formation des élites civiles et militaires en dehors de l'université (et donc de la recherche) empêchent pour l'instant la création de structures comparables au département des *War Studies* du King's College de Londres. L'ambition de l'AEGES, portée par des chercheurs souvent passés par l'étranger et confrontés aux *war studies*, est de permettre un tel espace.

J.-V. H. : Dans le domaine des études stratégiques et, plus largement, des études sur la guerre, il existe un décalage considérable entre la France et le reste du monde. Ces questions ne bénéficient pas en France de la reconnaissance institutionnelle et

scientifique qu'elles ont partout ailleurs. Cette situation est d'autant plus incompréhensible et dommageable qu'il existe en effet toute une nouvelle génération de chercheurs ne souhaitant qu'une chose : qu'enfin l'étude scientifique de la guerre et de la stratégie soit prise au sérieux par nos institutions universitaires et nos revues scientifiques. Qu'enfin, également, le dialogue entre le monde universitaire et le monde militaire soit à la fois plus nourri et plus serein, chacun occupant bien sûr la place qui lui revient, en toute indépendance. Beaucoup de tentatives ont été menées par le passé, souvent avec succès, mais ces succès généralement éphémères n'ont pas permis d'ancrer les études stratégiques comme un domaine crédible scientifiquement parlant. C'est cet objectif que nous avons avec l'AEGES. Notre association ne se substitue donc aucunement aux groupes et institutions qui existent déjà. Elle se veut une plate-forme et un réseau destinés à faciliter les contacts et les collaborations à la fois entre les disciplines et entre les institutions, qu'elles soient universitaires ou militaires, publiques ou privées. Chaque acteur doit prendre part au

débat stratégique : nous créons le lieu pour faciliter cela.

Certains commentateurs n'ont pas hésité à remettre en question l'indépendance de l'AEGES.

Que leur répondez-vous ?

J.-B. J. V. : Qu'ils se rassurent ! Nous sommes aussi attachés qu'eux à l'indépendance de la recherche. Notre indépendance scientifique est totale, garantie par un conseil

bénéficients de leur soutien, mais cela n'implique aucune ingérence sur le fond. Nous avons des liens avec de nombreuses institutions, car notre ambition est précisément de fédérer les énergies, mais aucune ne nous dicte quoi que ce soit quant aux orientations scientifiques. L'association est d'ailleurs appelée à être financée par une grande variété d'acteurs, à commencer par ses membres qui cotisent !

« La France dispose de chercheurs de grande qualité, mais qui ne se parlent pas forcément, ce qui empêche un vrai progrès scientifique et un dialogue civilo-militaire de qualité, à l'inverse de ce qui se passe en Allemagne ou au Royaume-Uni par exemple. »

de 35 membres, civils et militaires, français et étrangers, de disciplines et d'orientations diverses. Nous ne recevons de commande de personne, et nos sections travaillent de manière autonome. Si le lancement de l'association a eu lieu au SGDSN par exemple, c'est parce que nous

O.S. : Je plaide pour une seule chose : être évalués sur notre production scientifique. Je mets au défi les sceptiques de trouver parmi les écrits des membres de notre conseil d'administration la moindre publication de commande pour faire plaisir à un pouvoir politique, de quelque orientation qu'il soit. Notre ambition est scientifique, et nous sommes en tant que tels viscéralement attachés à la liberté académique. Ce type d'attaques vient en fait de personnes qui souhaiteraient nous voir défendre une orientation politique et, voyant que nous ne le faisons pas, nous soupçonnent de la dissimuler. Redisons-le : nous ne sommes aux ordres de personne, et nous n'avons comme programme que la structuration et le développement du champ des études sur la guerre.

J.-V.H. : La production scientifique de notre association fonctionne sur le mode de l'évaluation par les pairs qui garantit l'indépendance et, je l'espère, la qualité de nos travaux présents et à venir. Bien sûr, ce n'est pas une garantie absolue, mais c'est un bon garde-fou et c'est surtout un



Parachutistes allemands à l'entraînement. Les études sur la guerre, relativement déconsidérées durant la guerre froide, sont à présent regardées d'un œil plus favorable par les universités. (© Bundeswehr)



Appareils polonais, américains et israéliens durant l'exercice « Blue Flag » 2015. Disposer de chercheurs reconnus est un gage d'indépendance stratégique. (© IDF Spokesperson)

moyen d'alimenter un débat stratégique éclairé et critique. De plus, nous mettons un point d'honneur à intégrer toutes celles et tous ceux qui le souhaitent dans notre association. La participation aux activités de l'association se fait sur la base du volontariat : par exemple, nous recevons régulièrement des propositions pour créer des sections d'étude sur différents thèmes (sur le nucléaire par exemple). Ces propositions sont évaluées sur la base de leur qualité scientifique, ni plus, ni moins. Ceux qui remettent en cause notre indépendance sont enfermés dans les schémas anciens qui ont justement contribué au déclin de la France en matière d'études stratégiques. La guerre froide est terminée, et la politisation stridente des questions militaires un écueil à éviter ! Bien sûr, les questions militaires sont des questions politiques, mais le rôle du stratéguiste est d'analyser le lien entre guerre et politique, non d'entrer dans la mêlée. Raymond Aron, dont nous nous réclamons tous les trois,

était certes un « spectateur engagé » dans les débats de son temps, et nous essayons de l'être aussi. Mais l'engagement « aronien » implique surtout la liberté de l'esprit, le souci de la modération et l'échange civil d'arguments mûrement réfléchis. C'est essentiel lorsque l'on aborde des questions aussi complexes et sensibles.

Le premier colloque de l'AEGES se tiendra le 10 décembre et portera sur ce qui se fait actuellement dans le domaine de la recherche stratégique en France. Quel est votre diagnostic en la matière ? Plus et/ou mieux peut-il être fait ?

J.-B. J. V. : Il y a en France une longue tradition de pensée stratégique, mais qui souffre à mon avis de trois faiblesses : la fragmentation à la fois disciplinaire et topographique (universités, *think tanks*, institutions, industries) ; le manque de rigueur scientifique, en particulier de publications réellement *peer-reviewed* selon les standards internationaux ;

et le manque de visibilité et de participation au débat public. Un bon chercheur devrait être capable de décliner sa pensée en plusieurs formats et à destination de plusieurs publics : livres, articles scientifiques, notes pour les décideurs, tribunes dans la presse, interventions dans les médias, présence sur les réseaux sociaux, etc.

O. S. : Le principal problème est celui de la structuration du champ. En l'absence de reconnaissance universitaire, la production stratégique française est principalement le fait de travailleurs acharnés peu reconnus par l'université (comme Hervé Coutau-Bégarie), de chercheurs très minoritaires au sein de leurs disciplines de rattachement (Frédéric Ramel, Frédéric Charillon, Hervé Drévilion, etc.) ou de *think tanks* fortement dépendants de la commande publique. Le dialogue civilo-militaire est également problématique dans ce domaine, les deux communautés pouvant parfois être vues comme étant en concurrence

« Les études stratégiques en France ont peut-être souffert d'une trop grande "homogénéité" des contributeurs, ce qui favorisait l'entre-soi. Or l'entre-soi permet rarement de faire progresser la pensée. Il faut ouvrir grand les portes et les fenêtres! »

dans un débat simpliste et caricatural opposant l'expérience de terrain à la méthode scientifique. Enfin, trop de productions ne correspondent pas aux standards de qualité scientifique qui seraient attendus dans d'autres pays (évaluation anonyme par les pairs, revue de la littérature, travail empirique systématique, etc.), ce qui fait que le meilleur peut trop facilement côtoyer le pire. Les ressources françaises existent, mais les conditions de leur expression sont très problématiques : organiser le champ et promouvoir la rigueur scientifique, voilà qui est indispensable pour franchir un cap et se mettre au niveau des autres pays comparables.

J.-V. H. : Je souscris bien sûr à ces remarques. Je suis en réalité raisonnablement optimiste, car entre le moment où j'ai commencé ma thèse, en 2005, et aujourd'hui, les choses ont déjà bien changé. Une nouvelle génération a éclos, grâce notamment aux bourses de thèse octroyées aux doctorants par le ministère de la Défense dont il est juste de saluer l'effort constant et renouvelé (même s'il n'aide pas assez les chercheurs à enquêter sur les zones de conflit ou sur les archives, par exemple en refusant les autorisations). Je me réjouis en outre que les jeunes chercheurs travaillant sur la guerre et la défense soient issus d'horizons de plus en plus divers. Par exemple, on trouve parmi eux de plus en plus de femmes. Je suis personnellement très sensible à la nécessité d'une réelle diversité des profils et des parcours, étant moi-même issu d'un milieu qui n'est ni militaire ni universitaire. Les études

stratégiques en France ont peut-être souffert d'une trop grande « homogénéité » des contributeurs, ce qui favorisait l'entre-soi. Or l'entre-soi permet rarement de faire progresser la pensée. Il faut ouvrir grand les portes et les fenêtres ! L'un de mes collègues historiens à l'École des hautes études en sciences sociales, Christophe Prochasson, m'a dit un jour : « *Faire des sciences sociales, c'est tout mettre sur la table.* » Je suis entièrement d'accord avec lui. Nous devons être capables d'aborder sereinement tous les sujets, passer en revue toutes les hypothèses, accepter

toutes les approches pour peu qu'elles contribuent utilement aux débats.

La question d'une prise en considération des études stratégiques dans l'institution universitaire n'a pas encore trouvé de réponse. Une section qui leur serait consacrée au sein du Conseil National Universitaire (CNU) en serait-elle une ?

J.-B. J. V. : Il faudrait commencer par créer une section « relations internationales », dont les études sur la guerre, puis les études stratégiques seraient des sous-domaines. Le retard français en la matière est abyssal : cela fait près d'un siècle qu'il existe des départements de relations internationales au Royaume-Uni (Aberystwyth : 1919 ; LSE : 1924), aux États-Unis (Georgetown University : 1919 ; University of Chicago : 1928) et en Suisse (Graduate Institute of International Studies : 1927) par exemple. En 2015, il n'y en a toujours



Soldats français et américains dans le Golfe, en 1991. La guerre n'est pas seulement étudiée pour elle-même : une étude sérieuse peut également fournir des retours d'expérience intéressants. (© DoD)

aucun en France, et les relations internationales ne sont toujours pas reconnues comme une discipline en tant que telle. Tant que ce ne sera pas le cas, il me semble difficile de faire accepter les études sur la guerre et les études stratégiques...

O. S. : La science politique française vit comme une attaque directe la possibilité de l'établissement d'une discipline des relations internationales, comme cela existe dans d'autres pays. La solution serait peut-être de créer une section « études internationales », pluridisciplinaire, qui regrouperait politistes, historiens, économistes, etc., et dont les études stratégiques seraient l'un des piliers. À défaut, il faudra peut-être contourner les réticences culturelles et administratives françaises en créant des postes sous statut privé (comme le fait Sciences Po). Le département des *War Studies* du King's College a été créé grâce au financement d'une chaire par le ministère de la Défense britannique, le ministère danois de la Défense finance un *Center for Military Studies* à l'université de Copenhague, etc. On pourrait imaginer un système comparable en France : la création d'un centre doté d'une dizaine de chercheurs (dont l'indépendance scientifique devra être garantie) serait une goutte d'eau dans le budget d'un ministère, mais aurait des effets très importants sur

la production française. Dans tous les cas, il faudra concentrer les moyens au lieu de les saupoudrer.

J.-V. H. : Pour une fois, je ne suis pas entièrement d'accord avec mes camarades et collègues, ce qui prouve que nous sommes pluralistes et ouverts au débat ! Bien sûr, nous sommes d'accord sur le caractère néfaste des cloisonnements disciplinaires. Mais

sociales. Ma formation transdisciplinaire à l'EHESS n'est sans doute pas étrangère à cette conviction scientifique. Je suis persuadé qu'on peut surmonter les querelles de chapelle en privilégiant une approche par objet et non uniquement par discipline. C'est d'ailleurs le sens profond des *strategic studies* ou des *war studies* qui s'inscrivent dans le mouvement

« Cela fait près d'un siècle qu'il existe des départements de relations internationales au Royaume-Uni, aux États-Unis ou en Suisse. En 2015, il n'y en a toujours aucun en France. »

la création d'une nouvelle discipline ou d'une nouvelle section « relations internationales » au sein du CNU ne permettra pas forcément de régler le problème, car cela ne fera qu'ajouter une discipline à la longue liste de celles qui traitent déjà des faits internationaux et ne comptent pas y renoncer ! Cela créerait potentiellement un cénacle supplémentaire, ce qui serait contre-productif, car contraire à notre objectif principal. Personnellement, je suis très attaché à ma discipline, la science politique, et à ses méthodes, mais je crois aussi profondément à l'unité de questionnement des sciences humaines et

général, à mes yeux très positifs, des « studies » (*gender studies, cultural studies, etc*). Ce modèle d'hybridation disciplinaire me semble le plus approprié aux sujets que nous étudions. La guerre est un fait social total, pour paraphraser Marcel Mauss. Si une approche politiste, historienne ou juridique permet d'éclairer des aspects essentiels du fait guerrier, seule une collaboration entre les disciplines et un questionnement commun permettraient d'éclairer la totalité du phénomène.

Propos recueillis par Philippe Langlois, novembre 2015



Tir d'une torpille MU90 depuis l'Aquitaine.
La production universitaire française sur les questions stratégiques reste trop inégale, notamment du fait d'un phénomène de fragmentation. (© Marine nationale)